

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

Alexander Friedman (GAM)
Nouveau mandat très problématique pour la Fed PAGE 12



ram-ai.com

SMI 7885.85	DOW JONES 17720.50
7970	17800
7930	17750
7890	17700
7850	17650
-0.66%	+0.05%

L'AGROCHIMIE ALLEMANDE EN APPROCHE

Offre de reprise sur Monsanto

PAGE 21

RÉACTIONS AU-DELÀ D'UBS SUISSE

Sens du repli de Lukas Gähwiler

PAGE 4

SUNRISE A ACQUIS DE NOUVEAUX CLIENTS

L'offensive s'avère rentable

PAGE 6

LE GROUPE ZÜRICH AU PREMIER TRIMESTRE

Rebond de l'assurance dommages

PAGE 4

SALON DES MICROTECHNIQUES À GENÈVE

Sous le signe de la diversification

PAGE 7

IMMOBILIER À GENÈVE (VOTATIONS)

Liberté contractuelle en question

PAGE 8

OFFRE ONLINE VS CENTRES COMMERCIAUX

La concurrence s'est durcie

PAGE 8

FIN DU BILLET DE 500 EN ZONE EURO

Les objectifs inavoués de la BCE

PAGE 2

Modèle économique de la lutte suisse



ISABELLE EMMENEGGER. Juriste au parcours électrique. La directrice de la Fête fédérale de lutte d'Estavayer-le-Lac est l'une des deux seules salariées d'une manifestation au budget de 25 millions. Elle dirigera une équipe de 4000 bénévoles. **PAGE 7**

Communes et cantons ne veulent pas subir seuls le vieillissement

Prendre en charge l'augmentation des coûts non couverts de la santé ne sera plus possible ces prochaines années.

CHRISTIAN AFFOLTER

L'évolution démographique va provoquer une augmentation inéluctable des coûts liés au système de la santé. La Confédération sera touchée de manière nettement plus faible que d'autres Etats fédéraux, comme l'a mis en évidence l'étude triennale de Standard & Poor's concernant l'impact de la démographie sur les finances publiques (*L'Agefi du 10 mai*).

Autre particularité: la menace pour les budgets se situe du côté des cantons et des communes.

Parce que ce sont principalement eux qui participent au financement du système de santé, avec les assurances maladie et les assurés. L'appel des villes et des communes cette semaine, appelé par communiqué à modifier la répartition des frais de soins, n'a pas vraiment fait l'effet d'un pavé dans la marre. Il devrait néanmoins relancer le débat. Cet appel indique que le modèle de financement des soins introduit en 2011 est déjà aujourd'hui difficile à supporter. En particulier parce que les collectivités publiques doivent prendre seules

en charge les coûts non couverts, les contributions des autres intervenants étant plafonnées.

Sans parler de la menace de coûts quasiment doublés d'ici 2030, d'environ 9 milliards à 17,8 milliards, selon les estimations de l'Observatoire de la santé. Ne pas corriger ce déséquilibre aboutirait forcément à une nouvelle répartition des dépenses communales en faveur de la santé, au détriment d'autres tâches.

D'autant plus qu'une bonne partie de la hausse des dépenses en prestations complémentaires,

elles aussi largement à la charge des communes et cantons, est également à mettre sur le compte de l'évolution démographique.

A l'échelle des cantons, un effet de redistribution est déjà perceptible. Suite à l'entrée en vigueur du nouveau financement hospitalier, la part de la santé dans les dépenses cantonales est passée à Genève de 11% en 2012 à 18% l'année suivante, ayant même atteint 20% en 2015. Une hausse de moindre ampleur, mais tout de même significative a également été enregistrée au canton de Vaud. **PAGE 9**

ENTRETIEN AVEC LE CEO DE LA FONDATION THE BRAIN FORUM

Rendez-vous des cerveaux à l'EPFL

JAMIL EL-IMAD. La vocation du grand rendez-vous des 26 et 27 mai (troisième édition) est de rediriger les projecteurs vers les recherches sur le fonctionnement du cerveau. Nul n'est en mesure de les mener isolément. Raison pour laquelle se réuniront à Lausanne fin mai des spécialistes de toutes les disciplines. **PAGE 3**



ÉDITORIAL PIERRE BESSARD

L'illusion perpétuelle du service public

Le Conseil fédéral campe sur ses positions: dans sa réponse publiée hier aux motions des groupes PLR et UDC lui demandant de considérer à nouveau la privatisation complète de Swisscom, il défend le statu quo (*lire page 9*). Cet entêtement prend une tournure intéressante à l'heure où l'initiative sur le service public soumise au vote le 5 juin prochain rallie une majorité de sondés. La libéralisation des télécommunications en est un exemple frappant: la notion de service public repose en large partie sur une illusion. Personne ne souhaite revenir à l'unique modèle de téléphone en bakélite noir du service public des PTT. La rentabilité des entreprises, qu'attaque l'initiative, est le meilleur indicateur de service au public: aucune société n'a jamais prospéré en entravant l'accès des consommateurs à ses produits ou en les servant mal.

Le double jeu de l'Etat a dès lors de quoi déconcerter le citoyen. L'agacement superficiel des usagers de la Poste, qui attendent devant les guichets entourés d'un bazar de cocottes minute, de parfums d'intérieur et autres gadgets inutiles, est compréhensible: il s'agit non seulement d'une nuisance, mais surtout

de concurrence déloyale envers les commerces privés, en exploitant des privilèges et des monopoles légaux. Il aurait été beaucoup plus légitime de transférer les services postaux dans les commerces de proximité. Il en va de même du développement problématique de l'offre de la SSR, financée à trois quarts par un impôt. Son alliance avec Swisscom et Ringier pour la commercialisation commune de la publicité fait figure d'abus de position, qui a obtenu de surcroît le blanc-seing technocratique de la Commission de la concurrence, nommée par le Conseil fédéral. Il semble que le gouvernement soit insatiable.

Après des années d'opportunisme et de propagande en faveur du service public, la Confédération pourrait devoir clarifier plus tôt que prévu sa politique ambivalente et ses objectifs pour les entreprises qu'elle contrôle. Ce ne serait pas forcément un mal si cela conduisait à une meilleure focalisation de ce que représente réellement le service universel et à une privatisation plus franche de tout le reste. Les consommateurs, comme le reconnaissent déjà de nombreux parlementaires, en sortiraient gagnants. Le débat politique sans doute aussi. ■

Le recyclage pionnier dans la région Genève

SERBECO. L'entreprise a fait les investissements nécessaires.

SÉBASTIEN RUCHE

Examen au laser, analyse numérique et séparation aéroulque: le centre de tri de déchets à 4 millions de francs inauguré hier par la petite entreprise Serbeco à Saigny (GE) doit lui permettre de se rapprocher des objectifs cantonaux en matière de taux de recyclage. Et de parer à la pénurie prévue de certains matériaux utilisés dans la construction.

«Ce nouvel équipement nous fera passer à un taux de valorisation de 75% des déchets d'entreprise, contre 50% auparavant», explique le directeur de Serbeco Bertrand Girod, l'un des trois fils

du président et propriétaire à 100% de Serbeco Bernard Girod à travailler dans l'entreprise.

A l'horizon 2017, Genève s'est justement fixé un objectif de 70% de recyclage des déchets industriels et de 50% pour ceux des ménages (contre 46% fin 2015). Sur le site de Serbeco, les matériaux récupérés après être passés par la pince d'une pelleteuse électrique puis dans un crible vibrant de 35 tonnes (qui sépare les matériaux) seront soit revendus sur les marchés internationaux, soient réutilisés localement dans la construction, dans un canton dont les gravières devraient être épuisées d'ici 40 ans. **PAGE 8**

Type XXI Chronographe 3810

Breguet
Depuis 1775

BOUTIQUES BRÉGUET
GENÈVE Gstaad ZÜRICH - WWW.BREGUET.COM

LINDEGGER
OPTIQUE
maîtres opticiens

Genève www.lindegger-optic.ch



9 771421 948004 5 0 0 1 9

SUISSE

Le rendez-vous des cerveaux

THE BRAIN FORUM. 3^e édition de la conférence fin mai à l'EPFL: la recherche sur le cerveau sous les feux de la rampe.

Les chiffres publiés par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sont vertigineux. 350 millions de personnes sont atteintes de dépression, 60 millions de troubles bipolaires, plus de 20 millions de schizophrénie et autres troubles psychotiques et près de 50 millions de démence sénile. Dans les pays à faible revenu, 76 à 85% des patients atteints de désordres mentaux ne bénéficient d'aucun traitement, et cette proportion se situe entre 35 et 50% dans les pays développés. Pourtant la recherche sur le cerveau n'attire pas autant d'attention que le cancer ou le SIDA. Question de prise de conscience? Entretien avec Jamil El-Imad, CEO de la fondation The Brain Forum, organisatrice de la conférence éponyme dont la troisième édition se tiendra à Lausanne les 26 et 27 mai.

Quelle est la mission que s'est fixée le Brain Forum?

Les troubles neurologiques et les maladies mentales sont parmi les premières causes de mal-être de la population mondiale. Son vieillissement accélère les besoins en recherche sur le fonctionnement du cerveau et le financement de cette recherche est insuffisant. Les résultats des recherches des trente dernières années ont été décevants et les grands laboratoires pharmaceutiques s'en sont progressivement désintéressés. La mission du Brain Forum est de rediriger les feux de la rampe sur ces recherches. Personne ne comprend encore le fonctionnement du cerveau et aucune discipline n'est en mesure de le faire isolément, raison pour laquelle nous faisons venir des spécialistes de toutes les disciplines - médecins, physiciens, psychologues ou informaticiens - mais aussi ceux susceptibles de les financer ou de mettre les résultats de leur recherche en application. Le concept est de rapprocher tous les intervenants de la chaîne de valeur de la recherche et de ses applications avec un biais en faveur du grand public et des jeunes générations. Factuelle et avant-gardiste, la conférence vise à construire l'avenir sur des hypothèses nouvelles. Rien ne nous paraît a priori irréaliste. Nous sommes ouverts à toutes les idées, y compris celles qui sortent entièrement des sentiers battus.

Comment la conférence est-elle financée?

La première conférence, en 2013, a été financée par le fondateur de l'initiative, Walid Juffali. Grâce à l'enthousiasme des gens qui comptent le plus - dont celui de Patrick Aebischer alors président de l'EPFL -, nous avons pu réunir les leaders des principaux programmes de recherche mondiaux et assurer à notre fondation un comité scientifique de premier niveau. La conférence est financée par ses sponsors et par les recettes de billetterie ce qui nous permet d'inviter les institutions scientifiques qui ne peuvent se

permettre le déplacement. Celles d'Europe de l'Est ou d'Asie par exemple.

Pourquoi Lausanne?

La présence du Human Brain Project, celle de l'EPFL et le soutien de Patrick Aebischer, concourent à faire de Lausanne l'un des principaux centres mondiaux de la recherche sur le cerveau. Quant au Swiss Tech Convention Centre, nous le considérons comme l'une des meilleures salles de conférence du monde.

Le Brain Forum en est à sa troisième édition. Quels ont été les résultats tangibles des deux premières?

De multiples relations se sont formées entre les participants. Avec à la clé de nouveaux projets et de nouvelles collaborations. Entre banques et startups par exemple. L'une des startups présentée a réussi à lever 20 millions de dollars de financement. Nous ne sommes pas nécessairement conscients de toutes les ramifications mais avons mis à disposition des participants une application smartphone qui leur permet de s'interconnecter.

Vous réunissez l'an dernier les leaders des principales initiatives de recherche du monde au nom d'une recherche partagée par tous. En sera-t-il de même cette année?

Ce sera le cas. Les cinq principales initiatives mondiales seront réunies. Dont le Blue Brain Project, le China Brain Project et l'Allen Institute for Brain Science. Mais, et c'est à nos yeux extrêmement important, les talents moins connus seront également présents. Je pense notamment à la startup suisse MindMaze, pionnière de la réalité virtuelle, que nous suivons depuis le début.

Seront présentes les grandes sociétés de technologie comme Google dont le principal chercheur scientifique Greg Corrado ouvrira la conférence. Pourquoi?

Il est essentiel que les grandes sociétés de technologie qui travaillent sur l'intelligence artificielle soient représentées. Elles ont beaucoup à apprendre de la recherche sur le cerveau pour rendre leurs machines plus efficaces et moins gourmandes, les neurones utilisant l'énergie de manière infiniment plus efficace que les superordinateurs les plus puissants. Nous sommes à l'âge où l'on redessine les microprocesseurs en s'inspirant du fonctionnement cérébral. Sans exagération toutefois, car comme je l'ai dit plus haut, nous n'avons pas déchiffré le cerveau. Il n'existe pas de théorie de son fonctionnement analogue à la théorie de l'univers.

L'approche de la recherche est différente d'un pays à l'autre. L'initiative chinoise, par exemple, est plus orientée vers des solutions cliniques

que ses homologues occidentales. Est-ce culturel?

C'est un sujet très débattu. Il y a plusieurs façons de relever le défi. Par une approche top-down, comme le fait le Human Brain Project (HBP) avec ses simulations, ou en recherchant des solutions immédiatement applicables aux patients comme l'aborde le China Brain Project. Chaque chaînon a son rôle à jouer. Une fois au point, le HBP permettra de tester rapidement les solutions de manière non invasive. C'est un peu comme une scène de crime, il faut tout passer au peigne fin. Voyez par exemple le travail que réalise le Pr Olaf Blanke à l'EPFL en utilisant la réalité virtuelle pour traiter les phobies. Avec des résultats concrets et rapides. Ses méthodes n'expliquent pas le fonctionnement du cerveau mais sont immédiatement utilisables.

Justement les procédures médicales et, en particulier la certification clinique, sont des processus extrêmement longs. Peuvent-elles être accélérées pour que les patients en bénéficient plus rapidement et peut-on concevoir une approche de transmission des connaissances du laboratoire au chevet des patients (bench to bedside)?

Transformer une idée en traitement est un processus très long qui comporte des quantités d'étapes dont, effectivement, la certification clinique est la plus chronophage. C'est justement l'un des objectifs du HBP car il offrira une plateforme qui accélèrera les essais cliniques. Il se passe d'ailleurs beaucoup de choses en Suisse dans ce domaine. Pensez par exemple au Pr Thomas Grunwald du Swiss Epilepsy Centre à Zurich qui s'est tourné vers la technologie pour réaliser des diagnostics à distance. Le futur de la santé passe par la collecte de données par des senseurs comme le font déjà les montres connectées ou les puces du Pr Chris Toumazou d'Imperial College. Il passe aussi par le traitement de gigantesques volumes de données ce que le cloud computing rend possible. Ce qui était inconcevable il y a dix ans mérite aujourd'hui d'être revisité.

On distingue aujourd'hui deux grandes avenues de recherche: l'engineering et la biologie. Quelle est la plus prometteuse à l'heure actuelle?

En tant qu'informaticien, je ne suis peut-être pas tout à fait objectif. Mais j'estime que tant l'électricité que la mécanique que la biologie ouvrent des voies séduisantes car elles permettent d'examiner les problèmes sous des angles différents. Pensez que des concepts aussi communs que la conscience ne sont pas encore clarifiés!

La prévention est-elle plus importante que le traitement? Le diagnostic précoce des maladies mentales (au moyen de marqueurs

biologiques par exemple) est-il un domaine prometteur?

La prévention est toujours préférable au traitement. L'Université de Tokyo étudie la prévention de la démence sénile par les jeux vidéo car l'exploitation de la neuroplasticité n'en est qu'à ses balbutiements. Une autre piste de prévention est la relation entre diabète et démence sénile.

Il existe nombres d'études du rôle de l'alcool dans les maladies mentales mais encore peu de choses sur l'usage des drogues récréatives.

Un autre sujet de plus en plus débattu. Tant sur le plan des effets positifs - comme le rôle thérapeutique du cannabis sur l'épilepsie chez les jeunes enfants - que négatifs comme l'effet de sa consommation précoce sur l'apparition des schizophrénies. Le regard sur ces problématiques est devenu plus objectif, moins entaché de tabous.

La simulation d'une partie d'un cerveau de rat réalisée par le Human Brain Project l'année dernière vous paraît-elle clé?

C'est une pièce supplémentaire du puzzle. Si les premiers pas sont lents, il faut s'attendre à une croissance exponentielle de l'usage de cette plateforme d'essai disponible à tous. Sans compter qu'elle évitera nombre d'expériences sur les animaux ou sur les humains.

Vous êtes très partisan du partage de l'information. Comment expliquez-vous l'hostilité exprimée à l'encontre de la plateforme de partage du HBP?

Les idées nouvelles sont invariablement l'objet de critiques. Lorsque le plan de New York a été dessiné, il a été jugé non viable parce qu'on imaginait alors que la ville serait étouffée par le fumier de cheval.

INTERVIEW:
NICOLETTE DE JONCAIRE

La collaboration avec l'américain StepStone

SWISS CAPITAL. StepStone Group sera le premier actionnaire du gestionnaire de fortune.

Le gestionnaire de fortune Swiss Capital Alternative Investments entame un partenariat stratégique avec StepStone, un prestataire américain de services financiers. Dans le cadre de cette coopération, StepStone Group sera le nouvel actionnaire principal de Swiss Capital, qui recevra également des titres du groupe étasunien. La prise de participation croisée aura pour but de créer des synergies, a indiqué Swiss Capital dans un communiqué jeudi. Les détails financiers de l'opération n'ont pas été révélés.

«Avec StepStone, nous avons trouvé un partenaire qui complète parfaitement notre offre de produits» se félicite Hans-Jörg Baumann, président de Swiss

Capital, auprès d'AWP. «Nos investisseurs institutionnels profiteront de possibilités de placements plus nombreuses grâce à la fusion de nos activités.» M. Baumann n'a pas donné plus de détails quant aux modalités du partenariat. Swiss Capital conserve toujours une participation propre dépassant les 50%, a précisé M. Baumann. L'équipe restera en place.

StepStone gère environ 14 milliards de dollars d'actifs. Pour Swiss Capital, la masse sous gestion s'élève à 5 milliards de dollars. La société suisse dispose de 50 clients partenaires et de deux filiales à Zurich et Dublin. Ce partenariat est soumis à une décision des autorités de la concurrence, attendue d'ici fin 2016. ■

CREDIT SUISSE: départ de la Head of Group finance

Credit Suisse perd sa responsable des relations investisseurs et du segment «Group Finance», Charlotte Jones. Mme Jones rejoint le gestionnaire d'actifs britannique Jupiter Fund Management en tant que directrice des finances (CFO). L'entrée en fonction est prévue le 5 septembre 2016, a confirmé une porte-parole de la société britannique à AWP jeudi. Mme Jones a rejoint Credit Suisse en 2013 au poste nouvellement créé de responsable des relations investisseurs et du segment Group Finance. Elle rapportait au CFO David Mathers. Auparavant, elle était vice-directrice des finances à la Deutsche Bank.

UBP: ambitions asiatiques clairement affichées

L'Union Bancaire Privée (UBP) affiche ses ambitions en Asie. S'il ne prévoit pas d'acquisition dans les deux prochaines années, le groupe genevois veut gérer un quart de ses actifs d'ici 5 ans dans cette région et ouvrir des succursales de sa banque luxembourgeoise dans l'UE. La banque privée a renforcé son dispositif en Asie après l'intégration de Coutts qui «s'est bien passée», relève le directeur général Guy de Picciotto dans un entretien publié hier par le quotidien *Le Temps* et l'hebdomadaire *Handelszeitung*. - (ats)

SANDPIPER DIGITAL PAYMENTS: reprise de GoGorilla

Le spécialiste des paiements sans numéraire Sandpiper Digital Payments a pris le contrôle de l'entreprise singapourienne GoGorilla. La société saint-galloise fait ainsi son entrée dans la région Asie/Pacifique où elle entend croître «le plus rapidement possible», indique-t-elle hier. Les détails financiers de la transaction ne sont pas divulgués.

L'Agefi Partenaire

ACADEMY & FINANCE





Multibillion Diamond Business: lifting the veil of mystery

How transparency is transforming
the diamond industry

GENEVA, HOTEL LE RICHEMOND
3 EDUCATIONAL SEMINARS

13 May - Introducing the diamond market: the new realities
20 May - Risks, compliance & transparency
3 June - Diamonds & investing: opportunities and challenges

Information & registrations : +41 22 849 01 11; info@academyfinance.ch; www.academyfinance.ch